

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18404 - 71ÈME ANNÉE

Conférence de coopération régionale

Pas un mot sur les APE et l'évolution institutionnelle de La Réunion



La tribune à l'ouverture de la conférence de coopération régionale, avec l'ambassadeur de France au micro.

Dans les discours tenus hier lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence de coopération régionale, deux données étaient absentes : les accords de partenariat économique et la suppression de l'alinéa 5 de la Constitution qui bloque l'évolution institutionnelle de La Réunion. Or l'intégration de La Réunion dans sa région se fera dans le cadre fixé par l'accord de partenariat économique que signeront les pays voisins et l'Union européenne, tandis que l'évolution nécessaire des compétences des collectivités reste bloquée par un verrou imposé spécifiquement à La Réunion.

La conférence de coopération régionale a débuté hier par une cérémonie d'ouverture puis ont suivi trois ateliers sur la sécurité, le climat et la connectivité. Outre de hauts fonctionnaires et des élus, le sénateur Paul Vergès a participé aux travaux. Luc Hallade, ambassadeur de France à la coopération régionale, a

prononcé le mot de bienvenue en situant le cadre. Il s'agit de débattre d'affaires franco-françaises, avec une ouverture à la Commission de l'océan Indien représentée par son secrétaire général Jean-Claude de l'Estrac, et à l'Union européenne avec la présence de Marjaana Sall, chef de la délégation de l'Union européenne à Maurice. Un autre fonctionnaire, Pierre Pou-

gnaud, rapporteur général de la Commission de coopération décentralisée, est ensuite intervenu sur ce thème. Il a d'abord décrit le concept de France de l'océan Indien, une entité regroupant La Réunion, Mayotte et les Terres australes et antarctiques. Il a également déclaré que l'État a fait le choix de la confiance dans la coopération décentralisée des collectivités.

Le rôle de l'Union européenne

Marjaana Sall a expliqué le travail de la délégation de l'Union européenne qu'elle dirige. Cette représentation diplomatique traite des relations avec Maurice, les Comores, les Seychelles et la COI. L'Union européenne subventionne des actions à Maurice à hauteur de 10 millions d'euros, 68 millions pour les Comores et 2 millions pour les Seychelles.

Marjaana Sall a souligné que l'Union européenne est le principal partenaire financier et technique de la Commission de l'océan Indien. Elle contribue à hauteur de 80 % dans les actions menées par la COI. Les projets en cours concernent les Petits États insulaires en développement (PEID), l'économie bleue, l'économie verte.

Dans le FED (Fonds européen de développement), programme de 6 ans, 50 millions d'euros sont prévus pour la COI. 33 millions visent à soutenir des actions de gestion durable, 7 millions pour l'intégration économique, 5 millions pour paix et sécurité, et 5 millions pour le renforcement des capacités.

La représentante de l'Union européenne dans la région a salué le rôle accru de la COI dans la défense des intérêts des PEID, et dans la lutte contre le changement climatique avec notamment une déclaration commune avec l'Union européenne signée à Paris lors de la COP21.

Représentant le Conseil départemental, Daniel Gonthier a mis l'accent sur la francophonie. Il a rappelé la tenue à Madagascar en novembre du Sommet de la Francophonie, où il sera question du rôle de La Réunion dans cet ensemble. Il a aussi souligné les nouvelles opportunités apportées par la loi Letchimy. Le vice-président du Département a également donné un coup de projecteur sur les actions de sa collectivité. Ce sont notamment les chantiers d'insertion qui permettent à des Réunionnais privés d'emploi et n'ayant pour seul revenu que le RSA de partir en mission dans les pays de notre région, afin de promouvoir la francophonie.

Président de la Région, Didier Robert a estimé que l'avenir de La Réunion se jouera sur sa capacité à se projeter sur les marchés des îles et de l'océan Indien. Il plaide pour des relations directes dans le domaine économique, avec le principe d'une diplomatie au service de l'économie pour la France de

l'océan Indien.

Les projets de la COI

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, a rappelé que l'océan Indien est un espace de rivalités et de convoitises. Aux côtés des États-Unis et de la France, l'Inde et la Chine mènent une diplomatie active. Il a aussi souligné que la piraterie a coûté 75 milliards de dollars.

Pour réduire la dépendance de la COI à l'Union européenne et à l'OTAN, la COI mise sur la création d'un centre d'action mer aux Seychelles, et d'un centre de fusion des informations maritimes à Madagascar. Ils seront la clé de voûte de la sécurité maritime dans notre région. Sur ce plan, il a indiqué que « le pillage des ressources halieutiques, les flux financiers illicites, les trafics de drogues et d'êtres humains alimentent des réseaux qui peuvent menacer la stabilité des États.

Jean-Claude de l'Estrac a affirmé que la stabilité sociale est le meilleur rempart contre ces dérives. Il a évoqué le projet de sécurité alimentaire régionale, salué lors d'une réunion de la FAO à Abidjan. Il a aussi dit que la prévention des risques sanitaires est toute aussi importante. Un domaine dans lequel « nous comptons beaucoup sur les capacités techniques de La Réunion, son expertise ».

Concernant la lutte contre le changement climatique, la COI présentera son Plan climat en septembre prochain. L'accès au Fonds vert pour le climat amènera des moyens supplémentaires. Doté de 14 milliards de dollars, ce fonds mondial peut financer pour moitié des actions d'adaptation. Le quart de ce fonds est destiné aux projets des îles.

Baisser le prix des billets d'avion

Enfin, sur la connectivité, le secrétaire général de la COI a annoncé un plan de modernisation des ports, et souligné l'importance de la création d'une compagnie maritime régionale. Pour le numérique, Jean-Claude de l'Estrac a présenté le projet d'un nouveau câble à haut-débit. Cette infrastructure pourra améliorer la situation à condition que les opérateurs sortent des logiques monopolistiques qui font monter les prix. Ces derniers sont aujourd'hui trois fois plus élevés dans notre région qu'en Afrique australe. Enfin, il s'est félicité de la création

de l'Alliance vanille regroupant les quatre compagnies aériennes régionales. Il a souhaité que cette coopération puisse faire baisser le prix du billet d'avion. La ligne La Réunion-Maurice est la plus chère au kilomètre. Il a aussi mis en évidence l'intérêt d'une compagnie régionale dans ses dessertes et sa participation.

Le préfet Dominique Sorain a conclu la cérémonie d'ouverture. Après avoir rappelé le programme de la conférence, il a émis le vœu que les échanges commerciaux se développent entre les îles, car ces derniers ne représentent que 5 % du total aujourd'hui. Il a également insisté sur l'amélioration des relations des îles entre elles et avec l'Afrique et l'Asie. La multiplication des liaisons devrait réduire les prix du transport.

Selon lui, un point commun à toutes les îles de notre région est le chômage. La création d'emplois doit donc être la priorité.

Il a conclu en revenant sur quelques atouts des îles de la COI : une langue partagée et une situation géographique intéressante.

Pas un mot sur les APE

Au final, des discours pétris de bonne intentions. Mais comme l'a constaté le sénateur Paul Vergès, ces prises de position ont oublié deux aspects importants. Le premier est la suppression de l'alinéa 5 de la Constitution, c'est une disposition spécifique à La Réunion qui limite considérablement le champ d'action des collectivités. Cela pose problème pour appliquer les dispositions contenues dans la proposition de loi Letchimy qui veut d'élargir les compétences des Régions et Départements dans le domaine de la coopération régionale.

Le second est l'absence des accords de partenariat économique. Ces APE sont actuellement négociés par les pays voisins avec l'Union européenne. Ils prévoient l'ouverture du marché européen à leurs productions. Or La Réunion est la région européenne la plus proche pour eux, et ils produisent les mêmes marchandises que La Réunion à un coût plus faible. Comme le craignait le PCR dans sa conférence de presse la veille, les APE ne sont pas à l'ordre du jour de cette conférence. Ce sont pourtant ces APE qui fixeront le nouveau cadre qui s'imposera à l'économie réunionnaise.

M.M.

Édito

Signature aujourd'hui de l'Accord de Paris sur le climat

Fin novembre dernier, la France accueillait la plus grande réunion de chefs d'État et de gouvernement de son histoire lors de la COP21. L'objectif était d'arriver à un accord qui remplace le Protocole de Kyoto. Cet accord devait être plus étendu et plus contraignant. Car depuis Kyoto en 1996, la situation s'est aggravée. Au bout de deux semaines de discussions, l'accord a été adopté le 12 décembre dernier par les délégations. Dans le cadre de cet accord historique, les 196 Etats parties se sont engagés à prendre des mesures pour maintenir l'élévation de la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius d'ici la fin du siècle. Après le temps de l'adoption vient celui de la signature avant celui de la ratification qui permettra la mise en application des mesures contenues dans l'Accord de Paris. C'est aujourd'hui qu'a lieu la cérémonie de signature de cet accord, au siège de l'ONU, à New York.

Hier, plusieurs dirigeants internationaux ont dit l'urgence de signer l'accord et de le mettre en œuvre.

« Je me réjouis du fait que plus de 160 pays ont annoncé leur participation à la cérémonie de signature de l'Accord de Paris, mais il existe un danger réel que nous soyons dépassés par l'augmentation rapide du rythme du réchauffement climatique, à moins que les signataires n'augmentent significativement leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre », a ainsi déclaré dans un communiqué de presse le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), Ro-

bert Glasser.

« Il est clair que les conditions météorologiques et le climat sont impliqués dans 90 % des catastrophes majeures imputables à des risques naturels. Les sécheresses, inondations, tempêtes et canicules ont le potentiel de saper les efforts de nombreux pays en développement pour éliminer la pauvreté », a-t-il poursuivi.

« La planète se rappelle au bon souvenir des négociateurs de l'Accord de Paris », a affirmé hier Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM (Organisation météorologique mondiale).

« L'ampleur des changements a surpris jusqu'aux climatologues les plus avertis. La planète se transforme sous nos yeux »

« Si la communauté internationale s'attache sans plus tarder à enrayer la hausse des émissions de CO₂, nous pouvons encore espérer stabiliser le réchauffement de la planète au cours des prochaines décennies. Si elle n'agit pas, la planète en subira les conséquences pendant des dizaines de milliers d'années ».

En effet, ces signatures interviennent au moment où la surface de la Terre bat des records de température, à cause en particulier de l'accumulation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre émis de manière intensive depuis 150 dans les pays occidentaux.

comportements des pollueurs historique. Aujourd'hui, les chefs d'État et de gouvernement ont rendez-vous avec l'histoire, pour mettre en œuvre un accord qui pourrait sauver l'essentiel.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

« La planète se rappelle au bon souvenir des négociateurs de l'Accord de Paris », affirme l'Organisation météorologique mondiale

Le changement climatique affiche de nouveaux records

La persistance de températures record et de conditions météorologiques extrêmes à l'échelle de la planète, la fonte rapide des glaces de l'Arctique et le blanchissement des coraux à grande échelle sont, explique l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un communiqué, autant de signaux qui montrent à quel point il est urgent de signer et d'appliquer l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, a fait remarquer que 2016 avait déjà éclipsé 2015, pourtant année de tous les records.

«L'ampleur des changements a surpris jusqu'aux climatologues les plus avertis. La planète se transforme sous nos yeux» a indiqué M. Taalas.

«Si la communauté internationale s'attache sans plus tarder à enrayer la hausse des émissions de CO₂, nous pouvons encore espérer stabiliser le réchauffement de la planète au cours des prochaines décennies. Si elle n'agit pas, la planète en subira les conséquences pendant des dizaines de milliers d'années».

«L'OMM se réjouit de ce qu'un nombre record de gouvernements s'appêtent à signer, le 22 avril, cet accord historique sur le climat. Avec l'aide des services météorologiques nationaux, l'Organisation fera son possible pour que l'Accord de Paris soit appliqué rapidement et que des mesures d'adaptation aux changements climatiques soient prises» a ajouté M. Taalas.

Il ne faut pas négliger l'adaptation, car la multiplication alarmante des catastrophes d'origine météorologique devrait persister au moins jusqu'à la seconde moitié du siècle. Il convient d'investir toujours plus dans des systèmes modernes d'alerte précoce aux catastrophes et dans des services climatologiques performants, en particulier dans les pays en développement.

L'OMM a entrepris de mettre en place un Système mondial intégré d'information sur les gaz à effet de serre qui permettra aux gouvernements de recenser les différentes sources d'émissions à l'échelle nationale et de les surveiller étroitement, afin de définir des mesures

plus ciblées pour limiter les émissions.

En outre, l'Organisation a placé au premier rang de ses priorités l'élaboration de produits d'information sur le climat qui soient fiables et accessibles et que le secteur de l'énergie puisse mettre à profit pour gérer le plus finement possible les sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire et éolienne, et accroître ainsi l'efficacité énergétique.

Incidences des changements climatiques

Le puissant El Niño de 2015 a, certes, exacerbé le réchauffement et les phénomènes extrêmes observés ces derniers mois, mais le changement climatique à long terme d'origine anthropique n'en demeure pas moins la principale cause. Chacune des décennies passées a été nettement plus chaude que la précédente. La période 2011-2015 a été la plus chaude jamais enregistrée, record également détenu par l'année 2015.

Selon les chiffres provisoires de l'Administration américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA), de la NASA et du Service météorologique japonais, au cours du premier trimestre de 2016, des records de chaleur ont à nouveau été battus, et ce, plus largement que jamais.

D'autres phénomènes préoccupants ont été observés depuis le début de l'année:

La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a atteint 403,28 parties par million en février 2016, selon la NOAA.

Le maximum saisonnier de la banquise arctique, observé en mars 2016, était le plus faible jamais enregistré pour la deuxième année consécutive, selon le Centre national américain de données sur la neige et la glace (NSIDC), qui a indiqué que «l'Arctique a connu un hiver chaud hors normes».

La fonte de la nappe glaciaire du Groenland a atteint des proportions inhabituelles et a débuté exceptionnellement tôt (semaine du 11 mars), battant avec un mois d'avance le record précédent, caractérisé par la fonte de plus de 10 % de l'inlandsis. L'Institut météorologique danois a dû vérifier si ses modèles étaient toujours fiables.

Dans la mer de Beaufort, au nord de l'Alaska, la débâcle est survenue inhabituellement tôt.

L'épisode dévastateur de blanchissement des coraux, amorcé en octobre 2015, s'est aggravé en 2016 en raison des valeurs record affichées par les températures de surface de l'océan. La célèbre Grande barrière de corail, en Australie, figure parmi les récifs les plus touchés.

La sécheresse induite par l'épisode El Niño a entraîné une insécurité alimentaire généralisée et des pénuries d'énergie hydroélectrique dans la corne de l'Afrique et en Afrique australe, alors que certaines régions d'Amérique du Sud – en particulier l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay – ont subi de graves inondations.

Vers une Maison des Civilisations et de l'Unité Indianocéanienne ?

Tout au long de l'année — et depuis 353 ans —, les Réunionnaises et Réunionnais organisent diverses actions pour faire vivre et promouvoir l'interculturalité de leur peuple. Autrement dit, pour valoriser à la fois les atouts de leur diversité culturelle ancestrale et ceux de leur unité créole réunionnaise. Cette richesse identitaire ne pourrait-elle pas avoir aussi toujours plus une dimension internationale, notamment dans notre région, celle de l'Indianocéanie ?



La statue de Tirouvallouvar à Villèle.

Un événement très important pour promouvoir la créolité réunionnaise — mais aussi d'autres créolités du monde — s'est déroulé du 13 au 16 avril dernier au Port à l'occasion de la seconde édition du Kabarliv La Créolité, c'est à dire le "Salon du livre des mondes créoles", organisé par Lofis la lang kréol La Réunion, présidé par l'écrivain Axel Gauvin. Pendant 4 jours, des écrivains, éditeurs, artistes, conteurs, militants culturels et autres partenaires de La Réunion mais aussi d'autres pays créoles (Maurice, Seychelles, Haïti...) ont animé de nombreuses rencontres, ventes de livres, expositions, contes, projections de films et prestations artistiques «pou fèt le liv la kréolité».

Un des temps forts de cet événement culturel fut le "gran kabar" organisé au Théâtre sous les Arbres, où plusieurs artistes engagés ont exalté l'identité créole réunionnaise, défendu son respect et plaidé pour le renforcement de l'entente entre les peuples frères de l'océan Indien. Et comme l'a dit Gaël Velleyen, du groupe Kréolokoz, dans son chant

"Lèt d'in n'ilétre" : «Afors déni d'idantité, tout in pèp lé infériorizé».

«Une telle sagesse élevée»

Un autre temps fort de la connaissance et de la valorisation de nos cultures ancestrales fut le colloque organisé du 14 au 16 avril à l'Université de La Réunion par l'association Tamij Sangam sur ce poète et philosophe indien du 1er siècle avant notre ère : Tirouvallouvar. De nombreux universitaires réunionnais et d'autres pays ont participé à ce colloque pour «décrire, analyser et faire connaître l'œuvre ("Tiroukoural") de ce grand penseur laïque moraliste qui a influé l'Orient puis l'Occident et l'océan Indien».

À cette occasion, il a été souligné qu'«il n'existe guère dans la littérature du monde une collection de maximes dans lequel on retrouve une telle sagesse élevée», selon le pasteur, musicien, philosophe et docteur alsacien Albert Schweitzer, Prix Nobel de la Paix en 1952. Et à la fin du colloque a été inaugurée une stèle dans les Hauts de Saint-Paul, au rond-point de Villèle, en l'honneur de «ce grand sage que malheureusement la mémoire collective a oublié dans notre île».

«En finir avec l'assimilation»

L'importance de la connaissance nout kiltir fut aussi évoquée le jeudi 14 avril lors d'un autre colloque à l'Université du Moufia, sur les leçons à tirer de la loi du 19 mars 1946, qui a aboli officiellement le statut de colonie de La Réunion. Pendant toute la journée, des universitaires de La Réunion et de France mais aussi des responsables

politiques réunionnais ont fait le bilan des «70 ans de départementalisation ultra-marine».

Lors de ces échanges, de nombreux chercheurs et élus de tous bords ont noté par exemple qu'«il y a des résidus du statut colonial», «toujours des inégalités issues de la colonisation», «un cadre réglementaire à modifier pour l'adapter à nos spécificités» et qu'«il faut en finir avec l'assimilation de La Réunion à la France» pour aller vers un co-développement régional solidaire, tout en cultivant la francophonie et le multilinguisme dans notre région avec une Université de l'océan Indien. Cela nous fait réfléchir à un projet éventuel pour aller dans ce sens : celui de réaliser un jour une Maison des Civilisations et de l'Unité Indianocéanienne...

Roger Orlu

Nos peines

Saint-André : décès d'Elie Govindassamy

La section communiste de Saint André fait part du décès du camarade Elie Govindassamy.

C'est une perte immense pour nos militants car Elie a toujours été fidèle au parti et à son combat.

Dans ses années de jeunesse, il était au FJAR. Décédé brutalement à 71 ans, il était jusque-là toujours actif dans les tâches militantes de Saint-André.

La section Communiste de Saint André et avec elle, tout le Parti Communiste Réunionnais, présentent leurs plus sincères condoléances à la famille et aux proches d'Elie.

Oté

In sistèm néo-kolonyal ! Kézako ?

Moin la trouv sa dann ti-liv nout parti la fé pou lo soisant-dizyèm anivèrsèr la loi 19 mars 1946. Nana in l'ésplikasyon é moin la parti lir lo l'ésplikasyon : moin la trouv sa i vé dir in nouvo kolonyalis mé pou kosa la Rényon lé dann in rézime néo-kolonyalis. Pou kosa ni pé dir kolonyalis fransé avèk éropéin la sort par la port épi la rant par la fénète ? Pou kosa ni pé di sa ?

Lo kolonyalis sé in sistèm k'i pèrmète pa lo péi a dévlop ali par li mèm. Lé vré ké ziska 1946 nout péi la pa vlop ali par li-mèm. Pou kèl rézon ? Parslo péi kolonyalis la obliz lo péi fé sak li téi vé : li vé kafé ? Bin plant kafé ! Li vé do-sik ? Plant kann. Li vé vanna ou son bann prodiksyon ? Bin ashté son bann prodiksyon. Li vé kass lo rin out prodiksyon, Bin li kas l orin é li fé shant aou son l'ime nasyonal sou la toil son drapo.

Kan li rant par la fénète, kosa li fé ? Li mate in pyèz pou fé ashté aou son bann prodiksyon osinonsa lo bann prodiksyon éropéène. An pliské sa konm li sé in péi kapitalis, li vé banna i anrishi azot. Donk i anvoye lo l'arzan dann lo péi konmsa lo l'arzan i rotourn dan La frans épi dann l'erop dan la mal bann kapitalis.

Nouvo, kolonyalis, kolonyalis tou kour ? tout fason ou lé pri dann l'arozoir.

Justin

« **Dann sak sharbon i tir pa la farine** » - In kozman po la rout

Dann sak sharbon, i tir sharbon. Dann sak la farine i tir la farine. Mé dann sak sharbon i tir pa la farine é dann sak la farine i tir pa sharbon. Sans prop la pa bézoïn kas son tèt pou konprann in n'afèr konmsa ! Mé konm sé in provèrb i fo ni sèye-gète in sans pli zénéral. Lakèl ? Sanm pou moin lé shoz lé pa si konpliké ké sa : sa i vé dir i fo pa alé rode dann kékshoz in n'afèr na poin. In légzanp ? I trouv pa l'intélizans dann in tèt san sèrvèl. I tir pa d'lo dann rosh. I tir pa d-l'or dan la taye koshon ! L'èr-la i fo fé travaye in pé nout koko. Pou kosa ? Pars in vérité vré i pé z'ète in kont-vérité tazantan ! I tir pa d-l'ò dann rosh mé Moïse la bate in kou d'bois dsi in gro rosh é dolo la sorti... mé la plipar d'tan lé vré kant mèm. Ni artrouv !